



# Envoyons Vallser le gouvernement !

## **Toujours plus de milliards aux capitalistes!**

Avec les mesures annoncées par Valls, le « *pacte de responsabilité* » promis au Medef viendra ajouter 10 milliards d'euros aux 20 milliards du « *pacte de compétitivité* » déjà mis en place. Et toujours pas l'ombre d'un engagement sur les « *contreparties* » en termes de créations d'emplois.

Pour près de la moitié, ces milliards viendront de la suppression pure et simple des cotisations patronales (santé, retraite, chômage...) sur les salaires au smic et de leur allègement jusqu'à 1,6 smic. Tant pis si ça incite les patrons à tirer les salaires à la baisse !

Le reste de ces aides doit venir d'une baisse des cotisations famille de la part patronale (dégressives mais cette fois jusqu'aux salaires de 3,5 smic, donc quasiment sur tous les salaires) et de la réduction de l'impôt sur les sociétés.

## **Coupes sombres dans les services publics**

Et comme pour les cadeaux aux patrons il faut bien de l'argent, Valls nous annonce 50 milliards d'euros de coupes budgétaires sur les trois prochaines années : tirs à volonté contre le budget des collectivités territoriales, celui de l'assurance

maladie. Haro sur l'école, les hôpitaux, les transports publics, déjà asphyxiés. Moins de remboursements de santé, moins d'allocations aux étudiants, aux plus modestes, aux plus démunis. Et pour les salariés, une aumône sur les salaires inférieurs à 1,3 smic, prise sur les cotisations, c'est-à-dire amputant encore plus la sécurité sociale et les caisses de retraite.

## **Un véritable plan de combat contre les classes populaires**

C'est une véritable guerre sociale menée contre les salariés, les précaires, la jeunesse, les chômeurs et les retraités. Dire qu'aux municipales, certains osaient encore appeler à voter PS pour « battre la droite », alors qu'avec le PS, c'est la politique de la droite qui est appliquée ! Et c'est cette politique contre les classes populaires qui fait le lit de l'extrême-droite.

Hollande, Valls et toute leur clique ont fait fi de la colère des abstentionnistes aux municipales. Eh bien, comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie où les mêmes politiques d'austérité pour les pauvres et de cadeaux aux riches sont appliquées, ce ne sera que par la colère de la rue que nous nous opposerons véritablement à ce gouvernement et aux patrons qui pleurent la bouche pleine !

## **Génocide de 1994 au Rwanda : les mensonges de l'État français pour dissimuler son implication**

Il y a 20 ans débutait le génocide des Tutsis et des opposants Hutus au Rwanda. Aujourd'hui encore, les autorités françaises osent nier toute implication dans la préparation et l'exécution de ce génocide. Pourtant les accords de coopération militaire avec le pouvoir génocidaire, le soutien politique à l'ONU avant et après le début du génocide sont des faits établis.

Quant à l'opération militaire française Turquoise, censée stopper les massacres, elle a en priorité permis aux génocidaires de se replier au Zaïre (l'actuelle « République démocratique du Congo ») et d'y trouver une base d'accueil dans la région de Goma. Hier comme aujourd'hui, la Françafrique continue de sévir.

## **Legrand : la crise mais pas pour tous !**

L'année 2013 a été bonne pour Legrand, du moins pour les actionnaires et certains cadres.

Pour les ouvriers, même pas de quoi rattraper la hausse des prix. Un misérable 0,7% d'augmentation (140€ en moyenne par an) pour une enveloppe globale de près de 720 000 euros.

Pour un peu plus de la moitié des cadres, une enveloppe de plus de 5 millions d'euros de prime exceptionnelle individuelle, allant de 6500€ à 70000€ !

Quant aux actionnaires, 294 millions d'euros à se répartir, en augmentation de 5% sur 2012.

C'est la répartition des richesses en mode capitaliste ! Pour ceux qui triment pour produire ces richesses, une aumône. Pour ceux qui les font trimer, une gratification. Pour les actionnaires, le pactole ! Et il n'y aurait pas de quoi se révolter ?

## **Altia : une autre embrouille**

Les actionnaires d'Altia vendent l'usine de Bessines et de La Souterraine. Ils ne sont pas à une entourloupe près, eux qui ont lessivé à leur profit les usines du groupe en profitant largement des subventions publiques. Les nouveaux repreneurs, Atlantic Industries, seraient selon la direction d'Altia affiliés au fonds de pension « AIAC ». De plus, ils ne peuvent, disent-ils, reprendre toutes les dettes d'Altia et comptent, comme par hasard, sur les deniers publics. Coup de théâtre, un journal national se penche sur la question et découvre que ces repreneurs utilisent le fonds de pension « AIAC » comme couverture puisque « AICA » dément toute implication.

Les salariés et leurs syndicats sentent l'arnaque et ne comptent pas se laisser faire. Ils doivent avoir toute notre solidarité dans cette affaire où l'État, en partie actionnaire d'Altia, se rend complice de ces prédateurs !

## **Renault-Trucks licencié !**

La valse de licenciements continue. Cette fois-ci, c'est le groupe Renault-Trucks qui envisage de licencier 4400 travailleurs dans le monde, dont 508 en France, et l'incertitude plane sur le site de Limoges. Ces licenciements ne sont pas liés à des problèmes de trésorerie, puisque le président du conseil d'administration du groupe vient de s'octroyer récemment 44% d'augmentation !

Non, une fois de plus ce sont les travailleurs qui servent de variable d'ajustement aux fantaisies du marché. Il est urgent de mettre l'interdiction des licenciements à l'ordre du jour !

## **La Poste : halte aux restructurations**

Dans le 92, les facteurs continuent toujours leur mouvement de grève contre les réorganisations des bureaux et l'embauche du personnel précaire. D'autres grèves éclatent un peu partout sur les mêmes problèmes.

Ici, ce sont les salariés de Couzeix, Nantiat et Nieul qui protestent à juste titre contre la fermeture des bureaux, une à deux après-midi par semaine.

La direction de la poste continue ses réorganisations sur le dos du personnel et du service public.

Depuis deux ans, la direction attaque secteurs par secteurs isolément, pour éviter une réaction coordonnée des salariés. La meilleure solution est de lui répondre tous ensemble !

## **Education : trop, c'est trop !**

Depuis deux semaines, les parents d'élèves manifestent contre la nouvelle carte scolaire (dont la publication a été reportée après les élections municipales !) : 21 classes seraient fermées, alors que 225 élèves de plus sont prévus dans le département. Les postes ainsi récupérés, avec les dix créations attribuées par le ministère ne permettront pas de faire face au manque criant de moyens pour assurer les remplacements, la formation, de bonnes conditions d'enseignement partout.

Même situation pour les lycées et collèges, où 17 postes sont retirés dans l'académie, ce qui se traduira par des classes encore surchargées !

Quand Hollande parle de milliards d'économie sur les services de l'État, ce sont les élèves qui trinquent !

## **Hôpitaux en lutte**

Le vendredi 4 avril, une centaine de syndicalistes de 43 établissements hospitaliers en lutte, se sont rencontrés à Caen. « *Partout les hôpitaux souffrent des mêmes maux et les directions de tenter d'imposer les mêmes remèdes : suppressions d'emplois, fermeture de lits, suppressions de RTT... Aujourd'hui, l'heure n'est plus seulement à la contestation hôpital par hôpital...mais bien de tenter de donner une réponse nationale à un problème national* » C'est le sens de cette rencontre à Caen, d'essayer de poser les jalons pour ne pas rester isolé, en agissant ensemble.

A Limoges, les personnels du CHU et du CHS Esquirol se mobilisent pour les mêmes problèmes.

Une deuxième réunion nationale pour élargir et renforcer le mouvement se tiendra le 22 mai à Paris, à l'Hôtel-Dieu. Les participants ont rappelé l'exemple du personnel hospitalier espagnol, qui à coups de « Marées blanches » dans Madrid, ont fait céder le gouvernement espagnol.